



## Déclaration Liminaire au CDAS de l'Eure

Évreux, le 12 avril 2022

Madame la Présidente,

Alors que nous traversons actuellement une période de fortes tensions internationales, Solidaires Finances condamne l'agression de la Russie contre l'Ukraine et apporte toute sa solidarité à la population qui subit ces attaques. Les conséquences économiques de ce conflit dépassent le territoire de l'Ukraine et concernent le monde entier.

En France, la question du pouvoir d'achat est ainsi devenue centrale pour une majorité de la population. L'inflation galopante, qui pourrait atteindre un taux de 3.4 % à 4.4 % en 2022 selon la Banque de France, met en difficulté de nombreuses et nombreux salarié.es, retraité.es, précaires et jeunes de ce pays. Dans un tel contexte, alors que le point d'indice est gelé depuis 2010 et malgré ce que laisse entendre le gouvernement actuel, l'Action sociale est plus que jamais nécessaire et doit répondre aux besoins des agents et des agentes.

Concernant la réforme de l'Action sociale, Solidaires Finances réaffirme son opposition à celle-ci, telle que voulue par le Secrétariat général. Pour Solidaires Finances, la régionalisation du réseau n'est pas la solution. Cet échelon hiérarchique régional est de trop et ne résoudra rien. Le risque que les délégué.es de proximité n'auront de proximité que le mot est bien réel ! Les inquiétudes sur le futur des CAL (Crédits d'Action Locale) et du fonctionnement des CDAS sont prégnantes également.

Solidaires Finances insiste sur le rôle essentiel des délégations au plus proche des agent.es et qui doivent, comme par le passé, être le relais de l'Action sociale et de tous ses opérateurs (EPAF, ALPAF, AGRAF,...).

Ainsi, comme indiqué dans la note d'orientation ministérielle et suite à la réunion des présidents et présidentes de CDAS, Solidaires Finances vous demande une présentation détaillée de cette réorganisation, dans ses objectifs, ses modalités et son calendrier.

Concernant le CAL, Solidaires Finances déplore la baisse du budget 2022 et la mystérieuse réserve budgétaire, dénoncée à maintes reprises : que devient-elle ? Où va-t-elle ? Pour quoi ? Pour qui ? Ces questions, récurrentes à chaque CDAS, restent toujours sans réponse.

De même, Solidaires Finances réitère ses demandes concernant la non-acceptation des CESU 6-12 ans par certains responsables de SGC ce qui constitue une perte de pouvoir d'achat considérable pour les agents et les agentes.

Solidaires Finances demande qu'un point soit effectué sur la gestion du RIA, ainsi que sur la participation des représentant.es de la DDFIP au conseil d'administration du RIA participant au CDAS au moins une fois par an.

Les représentants de Solidaires Finances au CDAS de l'Eure.